

Le 25 mai, nous avons besoin de tous pour défendre l'École publique

Le 26 février dernier, la rentrée ne s'est pas faite en Seine-Saint-Denis. La communauté éducative du département le plus jeune et le plus pauvre de la France hexagonale a dit non.

Non au manque d'enseignants qui prive nos enfants d'un an en moyenne de cours sur une scolarité.

Non à la pénurie d'adultes, tous corps de métiers confondus, qui font de l'école un lieu d'éducation adapté à la diversité des élèves et non un creuset des inégalités.

Non au « choc des savoirs » qui substitue le tri sélectif de nos enfants à l'élévation globale du niveau scolaire banalisant l'idée de citoyens à deux vitesses.

Lundi, notre lutte aura cent jours. Nous n'avons rien obtenu encore mais nous avons déjà gagné.

Depuis 100 jours, le lien s'est retissé entre enseignants et parents autour de revendications communes prenant en compte tous les points de vue.

Depuis 100 jours, nous nous mobilisons quotidiennement en combinant nos forces : Grèves, établissements déserts et manifestations fleurissent en semaine comme le week-end.

Depuis 100 jours, les AG de ville, toujours plus nombreuses, agrègent, pour débattre, les parents de nos conseils locaux et les personnels éducatifs.

Depuis 100 jours, nos conseils locaux rivalisent d'imagination pour des actions visibles mais respectueuses du temps scolaire.

Face à nous, l'État reste immobile et mise sur l'attentisme. La rectrice a reçu notre CDPE seulement le 70ème jour du mouvement, pour répéter le discours d'une ministre qui, aujourd'hui, joue la montre en repoussant sans cesse sa rencontre avec l'intersyndicale du 93.

Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins. La lutte du 93 n'est pas une revendication locale. Elle met en lumière ce qui dans notre département se passe également chez chacun d'entre vous.

Face à un gouvernement qui espère noyer le mouvement dans la lassitude il nous faut répondre par un collectif puissant. Nous avons besoin de tous pour nous faire entendre et le 25 mai devra être exemplaire car à défaut de faire bouger le gouvernement il doit marquer les esprits du corps intermédiaire et de l'opinion publique. Les politiques éducatives se votent aussi avec les pieds.

Et si cela ne suffisait pas, et malgré la faillite démocratique que cela représente, il nous restera les tribunaux.

Le 13 mai dernier, le CDPE 93 a obtenu ses premières condamnations de l'État pour heures de cours non remplacées. D'autres arrivent.

Dans la rue, dans les tribunaux, ensemble nous passerons.

Mobilisation nationale le samedi 25 mai. Départ 13h. Place de la Sorbonne

Lille, Congrès national de la FCPE, le 18 mai 2024

Contact presse : 06 58 56 16 54 et Alixe Rivière, porte-parole 06 70 29 89 53